

De contribuables quasi arnaqués à contribuables lourdement imposés



M^e Richard Chagnon
Yves Chartrand
www.cqff.com

Des progrès notoires ont été réalisés depuis 1998, mais...

En avril 1999, notre organisation avait déclenché un fracas médiatique en publiant, en pleine période de préparation des déclarations fiscales 1998, une étude très détaillée intitulée *Les courbes Laferrière-Chartrand*. Il s'agissait d'une étude sur les taux «réels» d'imposition applicables aux différentes tranches de revenu additionnel gagné en 1998 par les particuliers du Québec. On y démontrait noir sur blanc que la classe moyenne, entre autres, connaissait des seuils d'imposition atteignant jusqu'à 105,63 % (!) pour une famille monoparentale et 99,56 % pour une famille biparentale (!) sur certaines tranches de revenu additionnel gagné dans l'année 1998. La tranche de revenu familial se situant autour de 30 à 35 000 \$ était particulièrement affectée.

Incroyable mais vrai, un chef de famille monoparentale ayant deux enfants et 5 000 \$ de frais de garde admissibles au crédit d'impôt provincial était imposé en 1998 au taux réel moyen de 77 % sur la tranche de revenu de 26 000 \$ à 46 000 \$, soit une part énorme de 20 000 \$ de revenu. Essentiellement, à peu près toutes les tranches de revenu additionnel subissaient des taux d'imposition «réels» trop élevés.

Évidemment, les médias avaient fait leurs choux gras de ces résultats. Nous avons donné plus d'une cinquantaine d'entrevues à la presse et même les caricaturistes s'en étaient donné à cœur joie. Je n'oublierai d'ailleurs jamais la caricature d'un quotidien qui montrait un père de famille fou de joie d'annoncer à son

épouse tout aussi heureuse qu'il avait enfin réussi à se négocier une baisse (!) de salaire... Finalement, après quelques jours de tempête médiatique et politique, le premier ministre Lucien Bouchard, alors en visite officielle à New York, avait donné une conférence de presse dans laquelle il admettait que les contribuables québécois étaient trop imposés. Cela ramenait le calme un peu...

Les problèmes découlaient entre autres de la cupidité des gouvernements, qui, au fil des 13 années précédentes, avaient multiplié les mesures fiscales et sociales visant à encaisser des recettes supplémentaires (ou à diminuer les débours aux particuliers). Plusieurs de ces mesures avaient été structurées de façon telle que les bénéfices étaient limités aux particuliers à revenus faibles ou très faibles, diminuant progressivement par la suite pour la classe moyenne. Plus de 39 mesures à bénéfices décroissants coexistaient (crédits de TPS et de TVQ, non-indexation du régime fiscal, prestation fiscale pour enfants, etc.), faisant du régime fiscal un cocktail explosif.

Qu'est-il arrivé depuis?

De contribuables quasi arnaqués, nous sommes désormais au stade de contribuables lourdement imposés. C'est déjà sensiblement mieux. Voici d'ailleurs quelques exemples quant aux améliorations apportées depuis 1998 :

I) Indexation complète du régime fiscal à l'inflation (au fédéral depuis 2000, au provincial à compter de 2002);

II) Paliers d'imposition réduits de plu-

sieurs points de pourcentage (les taux maximums de la table d'imposition ont diminué de 52,6 % en 1998 à 48,7 % en 2001 tandis que les taux intermédiaires sont passés de 45,2 % en 1998 à 39,6 % en 2001);

III) Abolition des surtaxes fédérales (celle de 3 % et celle de 5 %);

IV) Baisse des cotisations à l'assurance-emploi;

V) Hausse substantielle de la prestation fiscale pour enfants et hausse des seuils à partir desquels les montants sont réduits;

VI) Baisse de 6 % à 3 % du taux de récupération de la réduction d'impôt à l'égard de la famille au provincial;

VII) Remodelage des taux du crédit provincial pour frais de garde d'enfants afin d'éliminer plusieurs incohérences;

VIII) Élimination de certaines absurdités dans le régime simplifié au Québec (les retraités devaient néanmoins s'imposer dans le régime simplifié sur la portion à rembourser de leur pension de vieillesse!).

Enfin, nous ne pouvons ignorer d'autres réductions fiscales importantes, telles que la baisse à 50 % du taux d'inclusion des gains en capital. Mais, nous sommes encore loin du paradis fiscal!... Parlez-en aux travailleurs autonomes, qui ont vu leurs cotisations au RRQ grimper si vite depuis 1998 qu'ils paieront en 2001 jusqu'à près de 3 000 \$ à ce seul titre. Et ce n'est pas fini. Il y aura d'autres hausses importantes en 2002 et en 2003. Mais, il s'agit là... d'une autre arnaque dont nous reparlerons. **OC**